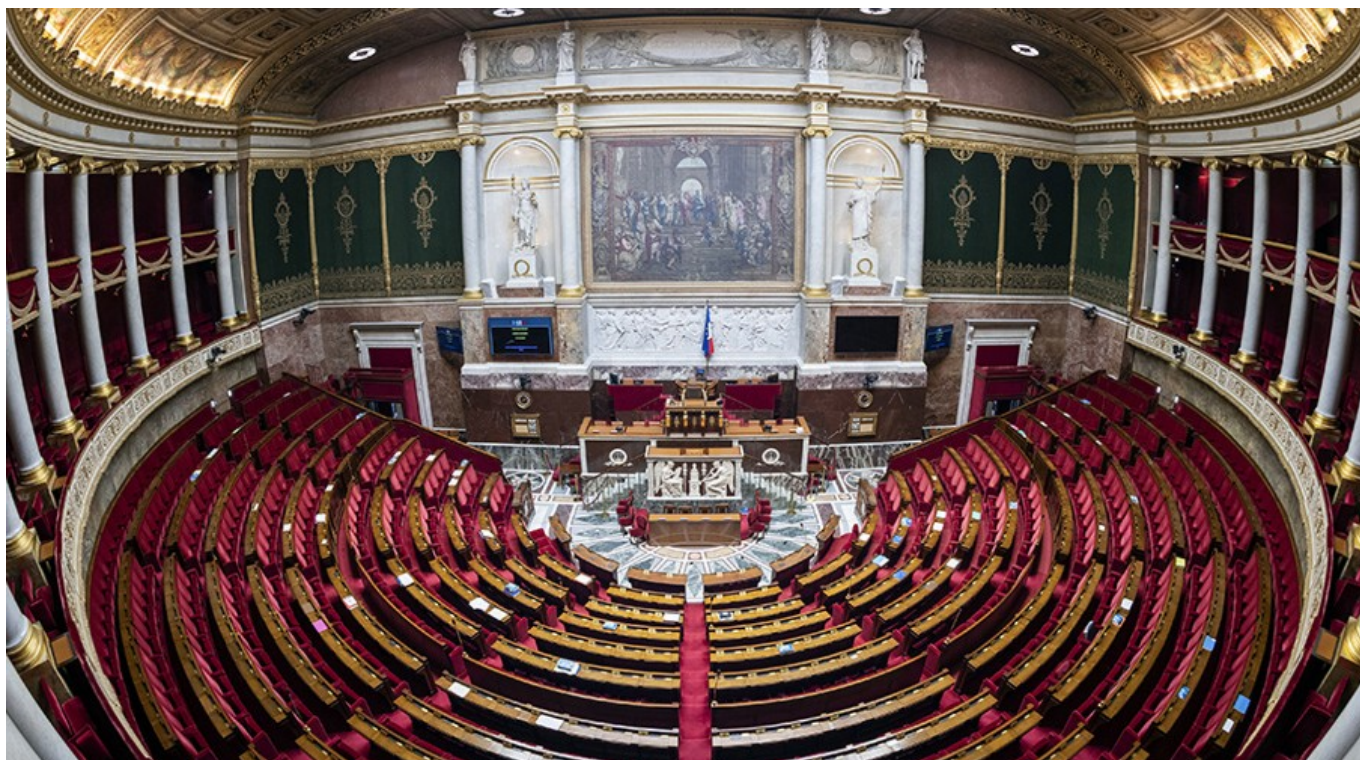


Ecrit par le 20 avril 2026

# L'assistant du député vauclusien Raphaël Arnault interdit d'accès à Assemblée nationale



Yaël Braun-Pivet, présidente de l'Assemblée nationale, vient de prendre la décision d'interdire l'accès au parlement à Jacques-Elie Favrot. Ce dernier est l'un des quatre collaborateurs parlementaires de [Raphaël Arnault](#), député LFI de la 1<sup>re</sup> circonscription de Vaucluse.

La mesure prise par la présidente de l'Assemblée fait suite à l'agression mortelle, vendredi dernier, du jeune militant nationaliste Quentin Deranque en marge d'une manifestation du collectif identitaire Némésis contre la tenue d'une conférence de l'eurodéputée LFI, Rima Hassan, à Sciences Po Lyon.

## Trouble à l'ordre public ?

Yaël Braun-Pivet justifie sa décision dans un communiqué : « Le nom de Monsieur Jacques-Elie Favrot (...) est aujourd'hui cité par plusieurs témoins. Sa présence dans l'enceinte de l'Assemblée nationale pourrait entraîner un trouble à l'ordre public ».

Elle a donc décidé « de suspendre, à titre conservatoire et sans préjudice des suites de l'enquête

Ecrit par le 20 avril 2026

judiciaire, les droits d'accès de ce dernier. Toute autre mesure susceptible d'être prise ne peut l'être que par son député-employeur. »

Pour sa part, Me Bertrand Sayn, l'avocat de l'assistant parlementaire, assure à nos confrères du [Progrès](#) que son client « nie formellement être responsable de ce drame ». Dans un communiqué, Jacques-Elie Favrot explique également se retirer « de ses fonctions d'assistant parlementaire le temps de l'enquête » car il est « menacé de mort par l'extrême droite dans tout le pays et en Europe, il ne peut donc assurer ses fonctions correctement ».

« J'adresse mes condoléances à la famille de ce jeune homme et je souhaite que toute la lumière soit faite sur ce drame », a publié sur son compte X, Raphaël Arnault qui a aussi fait part de son « horreur » et de son « dégoût » suite au décès de Quentin Deranque.

Militant actif de [la Jeune garde](#) antifasciste, c'est là, au sein de ce groupuscule d'extrême gauche lyonnais, que Jacques-Elie Favrot a rencontré Raphaël Arnault, co-fondateur de ce mouvement créé en 2018. Bien que [dissoute en juin dernier](#), ce sont les membres de la Jeune garde qui sont accusés d'être les instigateurs de ce lynchage.

### **Enquête pour homicide volontaire**

A cette heure, si aucun individu n'a été interpellé, le procureur de Lyon, Thierry Dran, a expliqué cet après-midi en conférence de presse qu'au moins six individus ont frappé Quentin Deplanque. L'enquête est désormais ouverte pour 'homicide volontaire' : un crime qui peut être puni jusqu'à 30 ans de réclusion criminelle.

---

## **Orizo : reprise progressive du réseau de transport en commun du Grand Avignon**

Ecrit par le 20 avril 2026



Après avoir exercé leur droit de retrait suite à l'agression hier d'un de leur collègue, les chauffeurs du réseau [Orizo](#) vont progressivement reprendre leur poste aujourd'hui. Le réseau de transport en commun de l'agglomération du [Grand Avignon](#) devrait donc être à nouveau pleinement opérationnel d'ici le début de l'après-midi du mercredi 26 février.

### **Le président du Grand Avignon condamne l'agression**

« Je tiens à apporter mon entier soutien à tout le personnel d'Orizo, et en particulier aux conducteurs qui travaillent 7 jours sur 7 pour permettre aux habitants de notre Agglomération de se déplacer pour aller étudier, travailler ou pour leurs loisirs », a tenu à réagir Joël Guin, le président du Grand Avignon qui a la compétence transport sur son territoire via l'exploitation du réseau Orizo par la SPL (Société publique locale) [Tecelys](#).

« J'ai bien sûr une pensée particulière pour le conducteur agressé hier de manière gratuite par un passant à un terminus, poursuit le président du Grand Avignon. Il déposera plainte dans la matinée aux côtés de la direction d'Orizo. Je condamne de la manière la plus ferme cette violence, totalement inadmissible vis-à-vis d'un salarié dévoué pour apporter un service public, aux publics. Je salue également le grand esprit de responsabilité de tous les agents, qui acceptent de reprendre le travail. »

L.G.

Ecrit par le 20 avril 2026

[Orizo Grand Avignon, de plus en plus d'usagers pour les transports en commun](#)

## Sorgues : sécurité renforcée autour du lycée Montesquieu



Suite à l'agression survenue devant le lycée Montesquieu de Sorgues, la gendarmerie et la Police Municipale ont décidé d'unir leurs forces pour sécuriser les abords de l'établissement et rassurer élèves, parents et riverains.

« La présence renforcée des patrouilles vise à prévenir tout nouvel incident et à garantir un environnement serein pour tous », explique la gendarmerie de Vaucluse.

Cette mesure fait suite à l'agression au couteau d'un jeune de 17 ans, ce lundi matin 24 février, devant l'établissement scolaire. Les jours de la victime ne sont plus en danger alors que l'agresseur, né en 2008, a été interpellé par les gendarmes quelques heures plus tard. Une *enquête pour tentative de meurtre* a été ouverte à l'encontre de ce dernier, lui aussi élève dans le même lycée.

Ecrit par le 20 avril 2026

« Dans nos lycées, on doit apprendre, s'épanouir, préparer son avenir. Pas craindre la violence. »

*Renaud Muselier, président de la Région Sud*

### **La Région va renforcer les contrôles dans les lycées**

« Je veux, au nom de la Région Sud, dire toute ma solidarité à la victime, à sa famille et à la communauté éducative, dénonce Renaud Muselier, président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Je tiens à remercier les secours, les forces de l'ordre dont l'intervention rapide a permis d'interpeller l'agresseur, ainsi que l'agent d'accueil du lycée, dont le sang-froid et la réactivité ont permis de porter immédiatement assistance à la victime. Rien ne justifie, jamais, une telle violence, cet acte est inacceptable ! Dans nos lycées, on doit apprendre, s'épanouir, préparer son avenir. Pas craindre la violence. »

« Après l'annonce la semaine dernière d'Elisabeth Borne, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, une multiplication des contrôles réguliers de sacs seront organisés devant certains lycées dès le printemps par les forces de l'ordre, en lien avec le préfet, le procureur et le représentant de l'Education nationale, poursuit le président de la Région Sud dont les lycées sont une de ses compétences. La Région est et restera pleinement mobilisée pour garantir la sécurité et la tranquillité de nos jeunes. »

---

## **Les maires de Vaucluse condamnent l'agression du maire de Châteauneuf-sur-Cher**

Ecrit par le 20 avril 2026



L'Association des Maires de Vaucluse (AMV84) vient de condamner l'agression de William Pelletier, maire de Châteauneuf-sur-Cher. L' élu de la petite commune du Cher de 1 500 habitants a été agressé et blessé à la tête le 31 août dernier par un individu de 19 ans. Ce dernier, arrêté depuis, est venu se venger d'une intervention de William Pelletier, le 21 juin, afin de mettre fin au chahut d'un groupe de jeune dans un camping de sa commune.

« Les coprésidents, Jean-François Lovisolo et Pierre Gonzalvez, et les membres du bureau de l'AMV 84, apportent leur soutien total à William Pelletier, maire de Châteauneuf-sur-Cher, et condamnent fermement l'acte d'agression dont il a été victime dans l'exercice de ses fonctions, expliquent les maires de Vaucluse. Cette agression, sur un élu local en charge d'une mission de service public, est aussi révoltante qu'inadmissible. Ces élus communaux, cœur battant de la République, fatigués, risquent d'abandonner leur écharpe tricolore avant même les prochaines élections. Aussi, nous interpellons le ministre de l'Intérieur et le Garde des Sceaux, ministre de la Justice, afin qu'ils prennent des sanctions immédiates et exemplaires pour condamner ces actes intolérables. »

Un message entendu puisque l'auteur des faits a été condamné en comparution immédiate à 4 mois de prison avec sursis, et à 105 heures de travail d'intérêt général.

### **Les agressions des élus en forte hausse**

Ecrit par le 20 avril 2026

Cette affaire illustre à nouveau l'augmentation inquiétante des agressions envers les élus (maires, adjoints, conseillers départementaux et régionaux ainsi que les parlementaires). Selon le ministère de l'Intérieur, ces attaques étaient ainsi en hausse de 47% en 2021.

Pour lutter contre ce phénomène, l'AMF (Association des maires de France) a même mis en place une adresse mail spécifique ([observatoire.agressions@amf.asso.fr](mailto:observatoire.agressions@amf.asso.fr)) afin d'accompagner les élus dans leurs démarches ainsi que de les informer.

En Vaucluse, l'AMV a déjà interpellé les services de la préfecture du département sur la mise en place des sanctions plus lourdes afin de lutter contre les agressions physiques et verbales directes ou sur les réseaux sociaux ainsi que la sensibilisation des effectifs de gendarmerie et de police sur le caractère prioritaire des plaintes d'élus.

Pour cela, mais aussi en cas troubles majeurs à l'ordre public ou de danger imminent, les élus vauclusiens disposent notamment de contacts spécifiques, accessibles 7 jours sur 7 et 24h/24, avec les forces de sécurité intérieure et le corps préfectoral en Vaucluse.

### **De dangereux précédents**

Pour rappel, le paroxysme de ces agressions avait été atteint en août 2019 avec la mort de Jean-Mathieu Michel, 76 ans, maire de Signes dans le Var, renversé par la camionnette d'un maçon ayant pris la fuite après avoir déchargé illégalement des gravats. Le jeune artisan de 25 ans a été condamné, en mars dernier, à 3 ans de prison dont 2 avec sursis ainsi qu'à verser une indemnité de 15 000€ au fils du maire de Signes.

Plus loin dans le temps mais plus près de nous, Bernard Reynès, alors maire de Châteaurenard, avait été poignardé en 2013 par un individu lors de la cérémonie de commémoration du 11 novembre.

L'élu bucco-rhodanien avait été superficiellement blessé, malgré les 3 coups de couteau de son assaillant, un 'conspirationniste' de 32 ans souhaitant s'en prendre à un élu du même bord que Nicolas Sarkozy, qui a aussi blessé plus légèrement deux autres membres du conseil municipal de Châteaurenard lors de son attaque.